

LE 13 MAI, ON MET LES SERVICES PUBLICS À L'ARRÊT !

François Bayrou a annoncé, lors de sa conférence de presse, les premières grandes lignes du prochain budget 2026. Une conférence de presse tenue sur les bases d'une formule ahurissante affichée sur son pupitre : « la vérité permet d'agir ». Sa « vérité » n'est sûrement pas la nôtre !

Comment peut-on prétendre agir sur les bases d'une vérité construite sur des mensonges coupables ?

Comment envisager la construction d'un « dialogue social » fondé sur des échanges qui devraient être sincères et loyaux lorsque les principales causes du déficit ne sont pas pointées et que nous, salarié-es et fonctionnaires, sommes les seules variables d'ajustement ?

Par cette communication démagogique, le Premier Ministre tente de camoufler la responsabilité de sa politique, mise en œuvre par ses prédécesseurs et lui-même, qui n'est ni plus ni moins que celle du Président Macron.

Les mesures du budget de 2026 seront désastreuses et il faut s'attendre à des coupes franches en raison de l'économie de guerre à assumer et des prétendus déficits. Ils annoncent déjà 40 milliards d'euros supplémentaires, qui seront pris sur la sécurité sociale, les services publics et les collectivités locales.

Les services publics seront particulièrement touchés et les collectivités territoriales devraient en être les principales impactées.

Les conséquences seront terribles sur le terrain, tant pour les agent-es que pour les usager-es.

Alors qu'aujourd'hui l'ensemble de celles et ceux qui œuvrent quotidiennement à assurer les missions des collectivités territoriales souffrent de conditions de travail et salariales particulièrement dégradées, renforcées par les dernières mesures : réduction de 10 % de l'indemnisation en cas d'arrêt maladie, de non-reconduction de la GIPA depuis

2024, la poursuite du gel du point d'indice, François Bayrou entend nous faire serrer encore plus la ceinture.

Or, de l'argent, il y en a ! C'est bien vers les actionnaires et le patronat qu'il faut se diriger pour les voir partager les richesses produites. Nous n'avons que faire de leur prétendue économie de guerre et des fausses solutions qu'ils nous imposent.

Ce qui est aujourd'hui vital, c'est bel et bien de répondre aux besoins des usager-es par le renforcement des services publics territoriaux et de prioriser l'amélioration des conditions de travail et salariales des agents et agentes.

Plus que tout, nous avons besoin de faire entendre notre voix, la voix de millions d'agent-es invisibilisé-es dans les discours et les décisions, et qui pourtant, permettent de faire fonctionner notre pays.

Le 13 mai, chaque agent-e est invité-e à se mobiliser pour exiger :

- L'augmentation du point d'indice des fonctionnaires à 6 € et l'augmentation générale des salaires ;
- Le maintien de l'indemnisation des CMO à 100 % et l'abrogation du jour de carence pour le droit de se soigner.
- L'abrogation de la réforme des retraites Macron-Borne et le retour à la retraite à 60 ans (avec départs anticipés pour les catégories pénibles et insalubres) ;
- L'abrogation de la loi dite de transformation de la Fonction publique, qui n'est rien d'autre qu'une vaste machine à précariser les agent-es et à préparer le terrain des privatisations.

Le 13 mai, je me mobilise et je fais grève pour exiger le respect de nos droits et pour des services publics territoriaux forts !

REJOIGNEZ LA CGT !

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Tél. : Courriel : @

Collectivité (nom et département) :



Fédération CGT des Services publics

Case 547 - 263, rue de Paris - 93515 Montreuil Cedex

Tél. : 01 55 82 88 20 - Email : fdsp@cgt.fr | Site Internet : www.spterritoriaux.cgt.fr

Pour te syndiquer en ligne, scanne le Flashcode !



Signez la pétition intersyndicale pour le maintien de la rémunération à 100 % en CMO et pour l'abrogation du jour de carence